



OUVERTURE
[TOUS ÉGAUX, MAIS...
CERTAIN.E.S PLUS QUE D'AUTRES !]

 **CYCLE 2**



Synthèse du webinaire
du 25 février 2021



[TOUS ÉGAUX, MAIS... CERTAIN.E.S PLUS QUE D'AUTRES !]

Nous étions une centaine de participant.e.s pour ce webinaire d'ouverture du cycle 2 du Buffet des idées, dont près de la moitié étaient des bénévoles dans un centre social et/ou une fédération, un quart salarié.e.s dans un centre social et un tiers également salarié.e.s de fédérations. Nous avons discuté de l'état actuel des inégalités en France, avec un zoom sur les inégalités de revenus et les inégalités en matière d'éducation, puis avons échangé sur la notion de justice sociale et les différentes conceptions qui existent aujourd'hui. Cette synthèse reprend les éléments structurants de nos deux intervenant.e.s avant de proposer quelques citations marquantes de l'événement.

Bonne lecture !

Avec Anne Brunner,
directrice d'études
à l'observatoire des
inégalités

et

François Dubet,
sociologue

COMPRENDRE LES INÉGALITÉS AUJOURD'HUI

ANNE BRUNNER, directrice d'étude à l'observatoire des inégalités

Tout ne va pas si mal... ?

Pour démarrer, Anne Brunner a souhaité présenter quelques chiffres qui montrent que notre Etat social joue un rôle très important pour contenir les inégalités, et que les choses ne vont pas si mal que cela, et pas plus mal qu'ailleurs. Par exemple, le niveau de vie des classes moyennes a beaucoup progressé depuis 50 ans et représente aujourd'hui le double de ce qu'il était dans les années 1970 (après correction de l'inflation). Le seuil de pauvreté d'aujourd'hui (qui se situe à la moitié du niveau de vie des classes moyennes) est donc au même niveau que les classes moyennes des années 1970. Aujourd'hui, 7% de la population vit sous le seuil de pauvreté (avec moins de 885€ par mois), après le versement des prestations sociales. Ce chiffre est plutôt inférieur à la moyenne européenne et, au sein de l'Europe, seule la Finlande fait mieux que la France.

En matière d'éducation, sur la même période, l'accès à l'enseignement secondaire et au supérieur s'est largement démocratisé. L'échec scolaire diminue très fortement au cours du temps. Aujourd'hui, 10% des 18-24 ans sortent du système scolaire avec un niveau de diplôme très faible, pas du tout de diplôme ou un niveau Brevet au mieux en poche. En 1979, ils étaient 40% dans ce cas.

D'autres sujets montrent que les choses ne vont pas si mal que cela : sur la situation des femmes dans la société ou le mal-logement, on note aussi des améliorations. C'est important de souligner aussi ce qui évolue en mieux, quand on fait une lecture des inégalités, pour éviter le travers d'une critique sociale toujours à charge et qui justifierait (comme on l'a entendu dans la bouche de notre Président de la République !) qu'« on dépense un pognon de dingue et ça ne sert à rien ! ». Si, cela sert ! **C'est important de souligner les effets de notre système social, pour pouvoir le préserver et éviter un certain fatalisme.**

Riches, pauvres, classes moyennes, de quoi parle-t-on ?

L'observatoire des inégalités considère les 20% qui ont les plus hauts revenus comme « catégories aisées et riches », et les 30% qui ont les plus bas comme « classes populaires ». Les classes populaires représentent les 50% restants de la population.

Aujourd'hui, si une personne seule gagne mensuellement :

- plus de 3200€ par mois, elle est riche,
- entre 2300 et 3200€, elle est aisée,
- entre 1273 et 2300€, elle fait partie des catégories populaires,
- moins de 800€, elle est sous le seuil de pauvreté.

Une rupture historique du progrès social depuis la fin des années 1990

Ceci étant, quand on regarde les inégalités de revenus plus en détails ces dernières années, elles augmentent de nouveau de façon notable.

- Les plus riches se sont enrichis, ils gagnent en moyenne 10000€ de plus par an. Du côté du patrimoine, c'est la même tendance : celui des 10% les plus fortunés a énormément progressé : il était de l'ordre de 550000€ il y a 20 ans, pour 1,2 million d'€ aujourd'hui en moyenne. Cela joue sur la reproduction des inégalités de génération en génération, puisque dans notre pays l'héritage est très peu taxé.
- Pour les classes moyennes, on constate que le revenu médian, alors qu'il progressait depuis plusieurs décennies, ne progresse plus depuis 2010. Le niveau de vie des classes moyennes stagne. Cela peut leur donner l'impression de se trouver « coincées » entre des riches qui le sont de plus en plus et bénéficient de cadeaux fiscaux, et les pauvres qui ont besoin d'être soutenus par des prestations sociales de plus en plus importantes.
- Pour les catégories populaires, les 30% du bas de l'échelle sociale, les revenus ont aussi stagné depuis 15 ans. Et le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté augmente, cela représente plus de 800000 personnes supplémentaires en 10 ans.

On constate donc que si les inégalités avaient régulièrement diminué tout au long du 20ème siècle, une rupture historique s'opère depuis la fin des années 1990 : les inégalités remontent et ont atteint un pic en 2011-12, avant de se stabiliser de nouveau jusqu'en 2017. On a donc perdu le progrès social que l'on avait acquis pendant des décennies. Depuis 2017, il y a un redémarrage des inégalités, confirmé en 2018 et 2019, et on peut craindre qu'il soit confirmé par les chiffres 2020 et 2021 en raison de la crise sanitaire, économique et sociale que nous traversons.

Derrière les inégalités de revenus... le rôle déterminant du diplôme

La société est également fracturée sur la question de l'emploi, du travail. Le diplôme joue un rôle déterminant, il joue le rôle d'une étiquette dans les parcours, il marque fortement une appartenance sociale. Les classes sociales sont loin d'avoir disparu dans notre

pays. Aujourd'hui, plus de la moitié de la population française âgée de plus de 25 ans n'a pas le BAC et les titulaires d'une licence ou d'un diplôme supérieur font partie des « riches » de l'éducation (20% des Français de plus de 25 ans).

Les inégalités sont également fortes au travail : les ¾ de la population sont en CDI ou fonctionnaire, quand le quart restant est touché par le chômage et l'emploi précaire. Tous les indicateurs montrent que ce quart de la population correspond aux moins diplômés.e.s. De plus, derrière le niveau de diplôme, il y a un niveau d'éducation, un capital culturel, des habitudes vestimentaires, de langage etc. qui vont avoir beaucoup d'effet sur nos modes de vie. En 2018, il y avait parmi les cadres une proportion trois fois et demi plus grande que chez les employés ou ouvriers de personnes qui était allée au moins une fois au musée ou voir une exposition. Mais on pourrait choisir d'autres indicateurs très fortement liés au niveau de diplôme : l'accès aux vacances, au sport, à la vie associative... **le diplôme est le plus fort déterminant des inégalités que l'on peut mesurer.**

Face à cela, si on considère que le diplôme est le témoignage de notre mérite à l'école, on pourrait se dire que c'est juste. La méritocratie est le meilleur critère pour distribuer nos accès à des positions sociales et à des biens. Mais quand on y regarde de plus près, on voit que cette méritocratie républicaine prétendue de **l'école maquille, déguise des inégalités sociales que l'école ne réussit pas à contenir.** Notre système scolaire contribue, à travers son élitisme, à maintenir des inégalités sociales. La question de l'égalité des chances est donc loin d'être réglée !

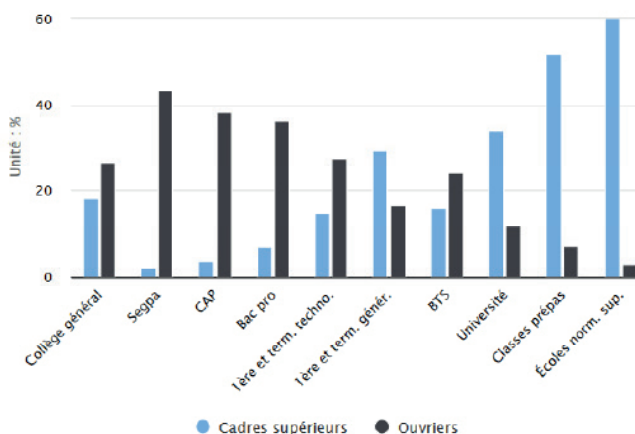
On constate donc que l'accès à l'éducation, à l'enseignement supérieur, s'est démocratisé quantitativement, mais dans le même temps l'école est très élitiste et plus on progresse vers l'enseignement supérieur, moins les catégories populaires ont leur chance.



Inégalités sociales et niveaux scolaires

Ce graphique montre comment les enfants d'ouvriers et de cadre composent les différents niveaux scolaires.

Part des enfants de cadres et d'ouvriers selon les filières



Source : ministère de l'Éducation nationale, données 2017-2018 - © Observatoire des inégalités

On voit que tous les enfants vont au collège : on trouve des proportions d'enfants de cadres et d'ouvriers qui représentent la population active (un peu moins de 20%

d'enfants de cadres et à peu près 25% d'enfants d'ouvriers). Mais déjà, dans les sections SEGPA, réservées aux enfants très en difficultés, on trouve beaucoup plus d'enfants d'ouvriers et quasiment pas d'enfants de cadres. Plus on avance dans les études, plus la proportion d'enfants d'ouvriers tend à se réduire et celle d'enfants de cadres à progresser. Beaucoup se joue au moment de l'orientation en 3^{ème}. Les vœux des élèves, même à notes comparables, ne sont pas les mêmes en fonction de leur appartenance scolaire sous l'effet des recommandations, des conseils, des parents, des enseignants, de leurs amis etc. On ne fait pas les mêmes vœux et on ne choisit pas le même bac (pro, techno ou général). A l'université, dans l'enseignement supérieur, les enfants de cadres deviennent plus nombreux que les enfants d'ouvriers. Ceci dit, on peut relever une exception, le BTS, dans lequel on va retrouver la même proportion d'enfants cadres et ouvriers que dans la population générale. C'est une voie d'émancipation tout à fait notable. Le BTS est une formation qui est encadrée et valorisée sur le marché du travail et qui permet à des enfants de catégories populaires d'obtenir un diplôme que leurs parents n'avaient pas.

Inégalités et tensions sociales

Plus généralement, les inégalités créent des tensions dans la société, avec un effet de l'éducation qui apparaît paradoxal. D'un côté, le niveau d'éducation progresse et l'émancipation reste possible, mais de l'autre, la réalité du marché du travail, le fait qu'on demande à une petite fraction de la population d'être toujours plus flexible, de supporter à la fois les salaires les plus bas mais aussi les conditions de travail les plus difficiles ou exigeantes en terme d'horaire de travail... cela crée des tensions d'autant plus fortes que l'on maintient pendant ce temps un discours sur l'égalité des chances qui semble tout à fait hypocrite. En effet l'école et le diplôme contribuent en partie à cimenter les inégalités, légitimer pour certains le droit de dominer d'autres catégories de la population. Ça peut créer un sentiment de déclassement, une frustration : l'autonomie qu'on a gagnée par l'éducation, on ne la retrouve pas dans le reste de nos modes de vie. Ce sont des éléments importants à souligner car cela heurte les valeurs de l'égalité, qui sont largement partagées dans la population française.

Quel impact de la crise sanitaire sur les inégalités ?

L'impact de la crise que nous traversons n'est pas encore suffisamment mesurable, mais certains aspects vont jouer sur l'évolution des inégalités :

- Cette crise est d'abord sanitaire et de ce point de vue, ce sont les personnes âgées qui sont les premières touchées.
- D'un point de vue économique, il y a des effets assez paradoxaux. Les mesures budgétaires prises par le Gouvernement ont permis, malgré la chute du PIB l'année dernière, de préserver de façon globale l'ensemble des revenus des ménages. On va mesurer sans doute une baisse des revenus des ménages mais sans commune mesure avec la baisse d'activités. Ceci dit, il y a des catégories qui ont été moins prises en compte et protégées par les mesures : les travailleurs les plus précaires qui n'ont pas bénéficié de l'activité partielle. Un grand nombre d'entre eux sont des jeunes, qui n'ont pas assez cotisé au chômage pour recevoir une indemnité, qui n'étaient pas en CDD ou en CDI et qui, pour les moins de 25 ans, n'ont pas le RSA.

« LE DIPLÔME EST LE PLUS FORT DÉTERMINANT DES INÉGALITÉS QUE L'ON PEUT MESURER ».

Anne Brunner

On a donc une grande inquiétude pour une partie des jeunes, actifs, précaires, peu diplômés, peu qualifiés, qui ont perdu leur emploi ; auquel s'ajoute la toute nouvelle génération qui arrive sur le marché du travail et qui va rencontrer des difficultés très importantes pour trouver du travail.

Enfin, les personnes les plus aisées, empêchées de consommer par le blocage de l'activité économique, ont développé une épargne considérable. Cela pose la question de l'effort fiscal nécessaire pour rembourser les dépenses qui ont été faites à la fois pour le système de santé et pour préserver les revenus de l'ensemble de la population.

INÉGALITÉS ET CONCEPTIONS DE LA JUSTICE SOCIALE

FRANÇOIS DUBET, Sociologue

Les inégalités ont évolué en volume, mais également en nature et dans la manière dont on les vit : elles sont différentes aujourd'hui d'il y a cinquante ans.

Inégalités de classes et progrès social

Jusqu'aux années 1970, on a en France une conception des inégalités en termes de classes sociales. Les classes ont des identités, des frontières, des militants... et dans ces classes l'expérience des inégalités est avant tout une expérience collective. Quand on regarde le système scolaire français par exemple, jusque dans les années 1960, on a en France une école de classes : les enfants du peuple vont à l'école du peuple, les enfants de la bourgeoisie vont au lycée.

On vit les inégalités au sein de sa classe sociale, et elles sont représentées politiquement : les travailleurs et leurs alliés (instituteurs, petits fonctionnaires) votent à gauche et la bourgeoisie et ses alliés (paysans, commerçants), votent à droite. Le monde semblait clair et bien organisé et on luttait contre l'injustice sociale en voulant réduire les inégalités de position sociales (le projet social-démocrate). C'est ce qu'on a appelé le progrès social, avec l'idée de redistribution des richesses produites (impôts progressifs, services sociaux, services publics...). Tout cela fonctionnait plutôt pas mal.

La démultiplication des inégalités aujourd'hui

Aujourd'hui on entre dans un autre système d'inégalités : **elles se multiplient et s'individualisent**. Chaque membre de la société vit des inégalités selon son profil et ses appartenances diverses, « en tant que... », par exemple en tant que travailleur précaire, en tant que vivant à la campagne ou à la ville, diplômé.e ou non, homme ou

femme, jeune ou vieux, d'origine étrangère ou pas, etc, et on peut démultiplier les exemples. On ne vit plus les inégalités en tant que classe, que groupe, mais en tant qu'individu. On les explique davantage par des histoires personnelles, résultant de multiples choix et décisions, ou encore des accidents de parcours. Ces inégalités sont de plus en plus souvent aussi vécues comme une forme de mépris par les individus. Cela a été très net pendant les mobilisations des gilets jaunes : le sentiment d'un mépris de l'école, des patrons, des politiques... **les inégalités sont devenues des expériences individuelles et les frontières entre les classes se sont brouillées.**

Dans ce contexte, **la peur du déclassement gagne du terrain parce qu'on considère qu'un mauvais choix ou un accident de parcours peut conduire à la précarité** (alors que dans une société de classe les personnes restaient majoritairement dans leur catégorie toute leur vie). A cette incertitude sur sa position sociale s'ajoute l'idée qu'on ne pourra sans doute pas beaucoup progresser dans son parcours (panne de l'ascenseur social). Cela est confirmé par les études sur l'école qui montrent que l'école est en réalité encore plus inégalitaire que ne l'est la société elle-même, et cela est redoublé par l'impact des diplômes sur les parcours de vie. Si on brosse la société à gros traits : les personnes riches ont des diplômes qui leur procurent une sorte de rente à vie, les personnes pauvres n'en ont pas et subissent la précarité et entre les deux, les classes moyennes sont dans une situation dont elles ont le sentiment qu'elle ne peut qu'empirer.

Les inégalités sont donc une source d'angoisse pour une grande partie de la population. Tout cela donne l'impression que les inégalités de revenus explosent alors qu'il n'en est rien si on se compare à la majorité des pays.

Quelle justice sociale aujourd'hui ?

On peut identifier trois conséquences à cela :

- **Le diplôme est devenu, en plus d'un marqueur social, un marqueur politique.** Aujourd'hui les diplômés votent centristes, à gauche ou écologistes, tandis que les non diplômé.e.s votent Rassemblement national. L'échec scolaire est devenu une humiliation sociale qui conduit à une logique d'hostilité, de ressentiment vis-à-vis de la société.
- **Les inégalités ne se vivent plus comme une exploitation, mais comme une discrimination.** Les inégalités étant vécues de manière individuelle, on voit le modèle de justice de l'égalité des chances s'imposer. Une société juste aujourd'hui est moins perçue comme une société qui réduit la distance entre les riches et les pauvres, mais comme une société dans laquelle tout le monde pourrait réussir, où tout le monde a le droit de gagner. Or on sait que cela n'est pas possible. La cause du manque de réussite devient la discrimination vécue.
- **Aujourd'hui on a donc une société dans laquelle les grosses inégalités sont passées en arrière-plan et on se retrouve avec une multitude de petites inégalités mises sur le devant de la scène.** Les femmes aujourd'hui par exemple, sont moins inégales aux hommes qu'elles ne l'étaient il y a trente ans, mais elles sont nettement plus en colère parce qu'elles vivent les inégalités comme une injustice personnelle, une discrimination.

Il y a donc un débat aujourd'hui sur la justice sociale, entre ceux qui disent que la justice sociale consiste à réduire les inégalités de position dans la société, et ceux qui disent qu'il faut avant tout lutter contre les discriminations. Pourtant, une société de l'égalité des chances peut être extrêmement inégalitaire. De plus, dans une société qui mise tout sur l'égalité des chances, il n'y a aucune raison de s'opposer aux « vainqueurs », puisqu'ils méritent a priori leur position, quitte à ce qu'elle soit très inégale avec le reste de la société. Enfin, dans le système là, tout le monde peut devenir l'ennemi de tout le monde.

Lutte contre les discriminations et reconnaissance

La lutte contre les discriminations contient deux démarches : la première, c'est la volonté d'être considéré.e.s comme égaux, la seconde c'est la volonté de ne pas être discriminé.e.s « en tant que... » (femme, musulman.e, personne d'origine étrangère,

homosexuel.le...). C'est un modèle de justice libéral, qui repose à la fois sur l'équité de traitement et la demande de reconnaissance des identités. Quand on est discriminé, on souhaite que son identité soit reconnue également digne à celle des autres. C'est cela qui peut être explosif, parce que la reconnaissance de l'identité des autres met en cause sa propre identité. La reconnaissance, c'est plus fort que la tolérance. On peut donner comme exemple les mobilisations qu'il y a eu contre le mariage pour tous : reconnaître à des personnes homosexuelles le droit au mariage, c'est implicitement aboutir à ce que le mariage hétérosexuel, qui était la norme, devienne une identité particulière, au milieu des autres. De la même manière, reconnaître que telle religion est une religion de la nation, conduit à reconnaître que telle autre religion, n'est plus la norme.

« LA MEILLEURE MANIÈRE DE FAIRE EN SORTE QUE L'ÉGALITÉ DES CHANCES SE RÉALISE PLEINEMENT, C'EST D'ABORD DE RÉDUIRE LES INÉGALITÉS SOCIALES ».

François Dubet

Et vous, quelles inégalités trouvez-vous les plus injustes ?

Lors du webinaire, nous avons posé deux questions aux 90 participant.e.s, via un sondage en ligne.

Les inégalités les plus injustes sont celles qui concernent l'éducation (60% des réponses), juste devant celles qui concernent les conditions de vie (55%).

Viennent ensuite les revenus (33%), le patrimoine et les conditions de travail (24% chacun.e).

Quant à la lutte pour plus de justice sociale, elle passe selon les participant.e.s tout à la fois par le combat pour l'égalité des chances, la redistribution des richesses et la lutte contre les discriminations (51%, 48% et 49%).

La lutte contre les inégalités de revenus arrive un peu derrière, avec 37% des réponses.

Aujourd'hui, dans une logique de justice sociale plus libérale, il y a un sentiment d'humiliation qui se développe et la multiplication des injustices singulières. La meilleure manière de faire en sorte que l'égalité des chances se réalise pleinement, serait donc d'abord en réduisant les inégalités sociales.

Lutter contre les inégalités et/ou contre les discriminations ?

Ces dernières années les capacités de lutte contre les inégalités de revenus, via les syndicats et partis de gauche, sont affaiblies et dans le même temps, les luttes et revendications menées au nom de l'identité culturelle, de l'exclusion sociale, du genre, se multiplient. Il y a un basculement.

Dans un monde idéal, il faudrait faire les deux à la fois, mais aujourd'hui la conception libérale de la justice sociale prédomine. Sur l'école par exemple, on se focalise

sur la nécessité que quelques personnes des classes populaires accèdent à l'élite (l'ENA ou Science-Po par exemple), mais on se soucie peu du fait que le niveau en mathématiques s'est effondré. Or, cela va créer de réelles inégalités par la suite dans l'accès aux emplois qualifiés. L'inégalité de performance entre les élèves scandalise beaucoup moins que l'égalité des chances d'accéder au sommet.

La question de la justice sociale n'est pas seulement celle de l'accès des plus méritant.e.s aux positions hautes, mais la situation du plus grand nombre des membres des classes populaires. Il faudrait donc réduire les inégalités de position sociale en priorité parce que plus une société est socialement égalitaire, mécaniquement, l'égalité des chances progresse. Plus les gens ont des positions sociales proches, plus ils ont des chances de grimper. Plus ils ont des inégalités sociales fortes, plus les marches sont tellement hautes que personne ne les gravit.



[TOUS ÉGAUX, MAIS... CERTAIN.E.S PLUS QUE D'AUTRES !]

Quelques citations pour réfléchir, ouvrir le débat, diffuser...

Anne Brunner

«Le diplôme est le plus fort déterminant des inégalités que l'on peut mesurer»

« Les inégalités de patrimoine sont très importantes et jouent un rôle de [...] dans la reproduction de génération en génération dans un pays où l'héritage est très peu taxé.

« L'appartenance sociale est largement conditionnée par le diplôme et a des effets sur l'ensemble des inégalités qu'on peut mesurer (...). Notre système scolaire contribue, à travers son élitisme, à maintenir des inégalités sociales dans notre pays. »

« La population a de plus en plus accès à l'école, à l'enseignement supérieur ; l'accès à l'école et à l'éducation s'est démocratisé. Mais d'un autre côté, on constate toujours que l'école est très élitiste et que plus on progresse, moins les catégories populaires ont leurs chances dans l'enseignement supérieur ».

« Tout cela crée des tensions d'autant plus fortes que l'on maintient un discours sur l'égalité des chances qui semble tout à fait hypocrite puisque l'école et le diplôme contribuent en partie à cimenter les inégalités, légitimer pour certains le droit de dominer d'autres catégories de la population. Ça peut créer un sentiment de déclassement, une frustration, d'autant que l'autonomie qu'on a gagnée par l'éducation, on ne la retrouve pas dans le reste de nos modes de vie ».

François Dubet

« La meilleure manière de faire en sorte que l'égalité des chances se réalise pleinement, c'est d'abord de réduire les inégalités sociales ».

« L'inégalité est de plus en plus perçue, vécue et produite comme une sorte d'histoire personnelle, le résultat d'un parcours ».

« Je ne doute pas demain qu'il y ait demain davantage d'élites femmes ou issues de l'immigration, mais je ne suis pas sûr que la situation générale des femmes et des personnes issues de l'immigration s'améliorera ... je suis même prêt à parier le contraire puisqu'on pourra vous dire : vous avez eu la chance de réussir mais vous ne l'avez pas saisie, alors on ne vous doit plus rien ».

« L'élection présidentielle qui arrive ne va pas se jouer sur la question des inégalités sociales mais davantage être dans une logique « identité / contre-identité ».

« La seule manière qu'on a de reconnaître l'altérité n'est pas de faire un effort pour dire « votre différence est chouette », c'est de savoir ce qu'on a de commun. Si on admet qu'il y a suffisamment de choses communes entre soi et l'autre, la différence ne pose pas de problème. Mais si vous n'avez pas le sentiment qu'il y a quelque chose de commun, vous avez l'émergence des populistes, des partis d'extrême-droite, les trumpistes et autres qui transforment la question des inégalités en question d'identités ».

Webinaire à visionner en intégralité :

<https://congres.centres-sociaux.fr/le-buffet-des-idees/#cycle2>

Toutes les ressources du congrès des centres sociaux :

<https://congres.centres-sociaux.fr/>
<https://www.centres-sociaux.fr/>